



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 3 juillet 2023

Le 3 juillet 2023, à 18 heures, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, affichée le 27 juin 2023 et transmise par voie électronique le 27 juin 2023, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. COUTO Benoît, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, M. CAMPAYS David, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. POUILLION Jean, M. MALO Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. DUMAS François, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, M. LACRABERE Francis, Mme JOUANINE Marie-Hélène.

ABSENTS EXCUSES : M. PATRIARCHE Nicolas, M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie (représentée par M. CAMPAYS David, délégué suppléant), M. FAUX Jean-Pierre, M. MAZODIER Frédéric, M. MAUBOULES Patrick, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. CLAVERIE Didier, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. RANGOTTE Pierre.

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. BERNIARD Claude a donné pouvoir à M. BERNOS, M. LABAT Léopold a donné pouvoir à M. LACRABERE.

Secrétaire de séance : Madame HOURCADE-MEDEBIELE Véronique.

Délibération n° 22 – 2023 : Désignation d'un référent déontologue élu

Rapporteur : Monsieur BERNOS Michel

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1111-1-1 ;
- Vu le Code Général de la Fonction Publique ;
- Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ;
- Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses dispositions de simplification de l'action publique locale ;
- Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;
- Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;
- Vu le rapport de Monsieur le Président,

Il est proposé au Comité syndicat de désigner un référent déontologue « élus locaux » selon les modalités suivantes :

Désignation du référent déontologue

Il est mis en place à compter du 10 juillet 2023 un référent déontologue élus locaux dans les conditions prévues par le décret du 6 décembre 2022, pour les élus locaux du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon. Cette fonction de référent déontologue est confiée à Madame Annie FITTE-DUVAL, Maître de conférences HDR en droit public à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, spécialisée dans les questions de déontologie publique.

Elle bénéficie d'une lettre de mission décrivant les conditions de sa saisine ainsi que les garanties de confidentialité et de secret professionnel attachées à l'exercice de ses fonctions. La lettre de mission sera portée à la connaissance de l'ensemble des élus de la collectivité.

Missions du référent déontologue « élu local »

Le référent élu local assure les missions suivantes :

- Il apporte tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l' élu local,
- Il est, à la demande de l' élu qui le saisit, l' interlocuteur de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique concernant les déclarations d' intérêts et de situation patrimoniale des élus locaux de la collectivité concernée.

Obligations du référent

Le référent déontologue élu local est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que par les articles 226-13 et 14 du Code Pénal.

Indépendance et impartialité du référent déontologue

La fonction de référent déontologue des élus locaux est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l' exercice de ses fonctions, le référent déontologue des élus locaux ne peut solliciter ni recevoir d' injonctions de l' autorité investie du pouvoir de nomination ou de son représentant. Il est par ailleurs précisé que cette fonction s' exercera sans préjudice de la responsabilité de l' élu qui demeure seul responsable de ses obligations déontologiques.

Modalités d' exercice

Pour mener à bien sa mission, le référent déontologue disposera des moyens matériels suivants :

- Un bureau équipé (ordinateur, imprimante et téléphone fixe) au sein des locaux du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques - rue Auguste Renoir à PAU ;
- D' une boîte de réception avec messagerie dotée d' une adresse propre ;
- D' un smartphone (pour permettre la consultation des courriels à distance) ;
- Des éventuels frais de déplacement.

La saisine s' effectue :

- Via le formulaire en ligne accessible à l' adresse suivante : www.adm64.fr (Rubrique : Défendre)

ou

- Par courrier, recommandé avec accusé de réception, à l' adresse suivante : Madame le référent déontologue des élus locaux – Maison des Communes – Cité Administrative Rue Auguste Renoir - CS 40609 - 64006 PAU Cedex.

○

La mention « confidentiel » devra figurer sur l' enveloppe.

Les réponses devront être traitées dans des délais raisonnables et prendront la forme d' un avis détaillé remis au seul intéressé auteur de la saisine.

Durée de la désignation

Le référent déontologue des élus locaux est désigné pour la durée du mandat.

Rapport annuel du référent déontologue

A des fins pédagogiques, le référent déontologue des élus locaux transmet à chaque collectivité lui ayant confié cette fonction un rapport annuel anonymisé de l' ensemble des saisines et des réponses apportées. Ce rapport annuel est également transmis à l' Association Départementale des Maires et Présidents de Communautés et au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l' unanimité,

DÉCIDE

de désigner Madame Annie FITTE-DUVAL pour être référente déontologue « élu local » du SMEP de la région de Jurançon ;

AUTORISE

Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 22 Pouvoirs : 2 Nombre de votants : 24

Vote – Pour : 24 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS


SYNDICAT MIXTE
DE L'EAU POTABLE
DE LA REGION DE JURANÇON

Signature du secrétaire de séance :
V. HOURCADE-MÉDEBIELLE

